

**ARRETE N° 14 /DGSN/SG/DRH/SDROPS/SR.-**  
 portant ouverture d'un concours direct sur épreuves pour le recrutement de **71 ELEVES-COMMISSAIRES DE POLICE** en 1<sup>ère</sup> Année à l'Ecole Nationale Supérieure de Police.-

**/ \_E PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu la Constitution;
  - Vu le décret n°2011/412 du 09 décembre 2011 portant réorganisation de la Présidence de la République;
  - Vu le décret n°96/034 du 1<sup>er</sup> mars 1996 portant création d'une Délégation Générale à la Sûreté Nationale;
  - Vu le décret n°2012/540 du 19 novembre 2012 portant organisation de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
  - Vu le décret n°94/199 du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat;
  - Vu le décret n°2012/539 du 19 novembre 2012 portant Statut Spécial du Corps des fonctionnaires de la Sûreté Nationale ;
  - Vu le décret n°75/496 du 03 juillet 1975 fixant le régime des concours administratifs et ses divers modifcatifs ;
  - Vu le décret n°75/459 du 26 juin 1975 déterminant le régime de rémunération des personnels civils et militaires de la République du Cameroun, modifié par le Décret n°79/64 du 03 mars 1979 ;
  - Vu le décret n°2010/263 du 31 août 2010 portant nomination d'un Délégué Général à la Sûreté Nationale ;
  - Vu le décret n°2010/280 du 13 septembre 2010 accordant délégation permanente de signature à Monsieur **Martin MBARGA NGUELE**, Délégué Général à la Sûreté Nationale;
  - Vu le décret n°2012/545 du 20 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Ecole Nationale Supérieure de Police et des Centres d'Instruction et d'Application de la Police ;
  - Vu l'arrêté n°204/CAB/PR du 16 avril 2003 fixant les conditions d'admission aux différents cycles de formation et le régime des études à l'Ecole Nationale Supérieure de Police et dans les Centres d'Instruction et d'Application de la Police, modifié et complété par l'arrêté n°913/CAB/PR du 15 septembre 2014 ;
- Considérant les nécessités de service ;

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>.**- Un concours direct sur épreuves pour le recrutement de **71 Elèves-Commissaires de Police** en 1<sup>ère</sup> année à l'Ecole Nationale Supérieure de Police est ouvert le **02 septembre 2017**.

**ARTICLE 2.**- Ce concours est réservé aux personnes âgées de **17 ans** au moins et de **30 ans** au plus au 1<sup>er</sup> Janvier 2017 et titulaires d'une Licence de l'Enseignement Supérieur, d'un Bachelor's Degree ou d'un diplôme technique de l'Enseignement Supérieur reconnu équivalent.

## I - **CONDITIONS GENERALES ET PARTICULIERES :**

Peuvent faire acte de candidature, les jeunes gens des deux sexes remplissant les conditions générales et particulières exigées pour être recrutés dans les cadres de la Sûreté Nationale, notamment :

- ⇒ Etre de nationalité camerounaise ;
- ⇒ Jouir de leurs droits civiques ;
- ⇒ Justifier d'une bonne conduite et d'une bonne moralité ;
- ⇒ Etre déclaré apte au service actif de jour et de nuit ;
- ⇒ Etre reconnu indemne de toute affection ou maladie ouvrant droit à un congé de longue durée ;
- ⇒ Avoir une taille au moins égale à 1,57 mètre pour les candidats de sexe féminin et 1,62 mètre pour ceux de sexe masculin ;
- ⇒ N'avoir pas fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme supérieure à 06 mois ou à une peine assortie de l'une des déchéances prévues aux alinéas 1 et 6 de l'article 30 du Code Pénal Camerounais, soit pour crime, soit pour délit touchant à la probité ;
- ⇒ N'avoir pas été exclu d'une Ecole de Police ou d'un Centre de Formation de la Police.

Les conditions ci-dessus énumérées, doivent être remplies en totalité par les candidats; la non-satisfaction de l'une d'entre elles entraîne inéluctablement le rejet de la candidature.

## II - **CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :**

**ARTICLE 3** - (1) Toute personne désireuse de faire acte de candidature doit, au préalable et dès l'ouverture du concours, s'inscrire par internet au site [www.dgsn-cm.com/concours2017](http://www.dgsn-cm.com/concours2017), du 22 mai au 21 juillet 2017 à 15 heures 30 minutes précises.

(2) Les candidats dont les inscriptions seront validées déposeront leurs dossiers complets à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale à Yaoundé, ou dans les Délégations Régionales de la Sûreté Nationale suivant un ordre de passage qui leur sera communiqué par téléphone portable.

### Les dossiers devront comprendre :

1. Une demande d'inscription manuscrite, sur papier timbré à 1.000 francs CFA, datée, signée et adressée à Monsieur le Délégué Général à la Sûreté Nationale, spécifiant explicitement :

- les noms, prénoms, adresse, sexe, date et lieu de naissance du candidat;
- le Département et la Région d'origine du candidat ;
- l'indication du concours sollicité ;
- la mention du service général ;
- le centre d'examen ;
- la langue de composition ;
- le numéro de la Carte Nationale d'Identité du candidat ;
- l'énumération des pièces jointes à la demande.

2. La fiche d'inscription obtenue au site internet indiqué ci-dessus, dûment remplie, signée du candidat et comportant deux photos format 4x4 en couleur et sur fond blanc ;

3. un reçu de versement de la somme de **21 000 francs CFA** représentant les frais d'inscriptions au concours, effectué aux guichets des agences d'Express Union après obtention, conformément à la procédure décrite au site [www.dgsn-cm.org/concours2017](http://www.dgsn-cm.org/concours2017), d'un numéro de paiement ;
4. Une copie d'acte de naissance certifiée conforme du candidat datant au plus de six (06) mois ;
5. Une copie certifiée conforme du diplôme exigé signée par une autorité civile compétente ;
6. Une attestation de présentation de l'original du diplôme signée par une autorité civile compétente ;
7. Un extrait de casier judiciaire (Bulletin n° 3) datant de moins de trois (03) mois ;
8. Un certificat médical modèle réglementaire (900 francs CFA) délivré par un médecin de l'Administration ;
9. Une fiche de renseignement timbrée avec photo format 4 x 4 en couleur et sur fond blanc ;
10. Un certificat de toise régulièrement timbré, conforme aux conditions ci-dessus indiquées, délivré par les Divisions Régionales de la Police Judiciaire ou les Commissariats de Sécurité Publique disposant d'un poste d'identification ;
11. Une autorisation de concourir pour les fonctionnaires, délivrée par le Ministre de la Fonction Publique ;
12. Une copie d'acte de mariage certifiée conforme datant au plus de six (06) mois pour les candidats de sexe féminin régulièrement mariés ;
13. Une grande enveloppe de format (A4) à l'adresse du candidat, affranchie d'un timbre postal au tarif réglementaire.

(3) Tout dossier incomplet parvenu à la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sera automatiquement rejeté et renvoyé à son expéditeur.

### **III - LES ETAPES DU CONCOURS :**

**ARTICLE 4.-** (1) Il comporte cinq étapes portant respectivement sur les épreuves écrites, les visites médicales d'incorporation, les épreuves physiques, l'épreuve orale et l'enquête de moralité.

(2) A toutes les étapes du processus du concours, les listes des candidats seront diffusées par la Délégation Générale à la Sûreté Nationale, cette diffusion seule faisant foi.

#### **A) - LES EPREUVES ECRITES :**

Les épreuves écrites dont le programme figure en annexe se dérouleront au **centre unique de YAOUNDE** selon les horaires ci-après :

DATES	NATURE DES EPREUVES	COEF	DUREE	NOTE ELIMINATOIRE	HORAIRE
<b>02/09/2017</b>	<b><u>1<sup>ère</sup> EPREUVE</u> <u>CULTURE GENERALE/</u> <u>GENERAL KNOWLEDGE</u></b>	5	4 H00	06/20	8H00-12H00
<b>02/09/2017</b>	<b><u>2<sup>ème</sup> EPREUVE</u> <b>DROIT/LAW</b></b>	3	3 H00	06/20	13H00-16H00

Les candidats se présenteront 30 minutes avant l'heure de la première épreuve devant les salles d'examen, munis chacun de sa Carte Nationale d'Identité et du récépissé

de dépôt du dossier. Ils ne devront avoir sur eux ni papier, ni document, les feuilles de composition et de brouillon étant procurées par l'Administration.

Seront déclarés admissibles, les candidats qui, sans note éliminatoire et après application des coefficients, auront obtenu sur l'ensemble des épreuves écrites, une moyenne de 11/20.

**B) – LES VISITES MEDICALES D'INCORPORATION ET LES EPREUVES PHYSIQUES :**

Elles interviendront immédiatement après la publication des admissibilités selon un planning qui fera l'objet d'un communiqué.

Les candidats appelés à subir les visites médicales d'incorporation seront assujettis au paiement des frais inhérents fixés à **25.000 francs CFA**.

**C) – LES EPREUVES ORALES D'ADMISSION :**

Les candidats admissibles subiront dans le **centre unique de YAOUNDE**, les épreuves orales en vue de leur admission définitive.

Les questions à l'oral relèvent à la fois du programme du concours et des problèmes d'actualité. Après une préparation sommaire sur une question tirée, le candidat admissible en fera un exposé de 10 minutes, suivi d'un entretien de 10 minutes avec le jury (coef.2).

**D) – L'ENQUETE DE MORALITE**

Elle débutera après les épreuves orales d'admission, suivant des modalités qui seront communiquées en temps opportun.

**ARTICLE 5.-** Les résultats du concours feront l'objet d'un avis du Délégué Général à la Sûreté Nationale.

**ARTICLE 6.-** Les candidats déclarés définitivement admis seront nommés Elèves-Commissaires de Police en 1<sup>ère</sup> année à l'Ecole Nationale Supérieure de Police.

**ARTICLE 7.-** Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel en français et en anglais.-

YAOUNDE, LE 08 MAY 2017

P. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

et par délégation

**LE DELEGUE GENERAL A LA SURETE NATIONALE**



**Martin MBARGA NGUELE -**

## **ANNEXE :**

### **PROGRAMME DU CONCOURS DIRECT SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT DE 71 ELEVES-COMMISSAIRES DE POLICE EN 1<sup>ère</sup> ANNEE.**

\*\*\*\*\*

#### **1<sup>ère</sup> EPREUVE : CULTURE GENERALE/GENERAL KNOWLEDGE**

Composition sur l'évolution des questions politiques, économiques, sociales et culturelles dans le monde depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle.

L'accent sera mis sur les problèmes spécifiques de l'Afrique en général et du Cameroun en particulier.

#### **2<sup>ème</sup> EPREUVE : DROIT/LAW**

L'épreuve de Droit pourra porter sur le Droit Privé ou le Droit Public tel que détaillé ci-dessous.

##### **A) – DROIT PRIVE/PRIVATE LAW**

a) – **DROIT PENAL/PENAL LAW : (LIVRE 1 et 2)**

b) – **PROCEDURE PENALE : (Nouveau Code de Procédure Pénale)**  
**CRIMINAL PROCEDURE: (New Code of Criminal Procedure)**

- Des actions qui naissent des infractions ;
- Poursuite des infractions ;
- Le Ministère Public et ses attributions auprès des différentes juridictions répressives ;
- Instruction Préparatoire ;
- La Police Judiciaire et les Officiers de Police Judiciaire ;
- Le Flagrant délit ;
- Les Attributions des Officiers de Police Judiciaire ;
- L'Enquête Préliminaire ;
- Délégation Judiciaire.

##### **B) - DROIT PUBLIC/PUBLIC LAW :**

a) **DROIT ADMINISTRATIF/ADMINISTRATIVE LAW :**

- Organisation administrative de l'Etat ;
- Attribution des Chefs de circonscriptions administratives ;
- Organisation Communale au Cameroun de 1974 jusqu'à ce jour ;
- Les contrats administratifs ;
- La responsabilité administrative ;
- Le Contentieux Administratif ;
- Le Domaine Public ;

- La Fonction Publique ;
- Les Grands Services Publics.

***b) L'EVOLUTION DES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES DE 1956 JUSQU'A NOS JOURS/ EVOLUTION OF CAMEROONIAN INSTITUTIONS FROM 1956 TILL PRESENT DAY:***

- La Constitution du 02 juin 1972, sa révision du 18 Janvier 1996 et sa modification du 14 Avril 2008 ;
- La séparation des pouvoirs ;
- Le régime présidentiel et le régime parlementaire ;
- Les régimes électoraux ;
- Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

***c) ORGANISATION JUDICIAIRE/JUDICIARY ORGANISATION :***

- Justice Civile ;
- Justice Militaire ;

***d) LES LIBERTES PUBLIQUES/PUBLIC LIBERTIES :***

- Principes généraux ;
- Libertés individuelles ;
- Libertés politiques ;
- Libertés économiques ;

***e) LA SURETE NATIONALE/THE NATIONAL SECURITY :***

- Statut Spécial ;
- Organisation de la Sûreté Nationale.

Order N°

14

/DGSN/SG/DRH/SDROPS/SR.-

To launch a direct competitive examination for the recruitment of **71 CADET SUPERINTENDENTS OF POLICE** into the first year of the National Advanced Police School.-

### THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

- Mindful of the Constitution;
- Mindful of Decree n°2011/412 of 9<sup>th</sup> December 2011 to reorganize the Presidency of the Republic;
- Mindful of Decree n°96/034 of 1<sup>st</sup> March 1996 to create the General Delegation for National Security;
- Mindful of Decree n°2012/540 of 19<sup>th</sup> November 2012 to organize the General Delegation for National Security;
- Mindful of Decree n°94/199 of 7<sup>th</sup> October 1994 relating to the general rules and regulations governing the Public Service;
- Mindful of Decree n°2012/539 of 19<sup>th</sup> November 2012 relating to the special rules and regulations governing the National Security Corps;
- Mindful of Decree n°75/496 of 3<sup>rd</sup> July 1975 to determine the nature of administrative examinations, and subsequent modifications;
- Mindful of Decree n°75/459 of 26<sup>th</sup> June 1975 to determine the remuneration of civil and military personnel of the Republic of Cameroon, as modified by Decree n°79/64 of 3<sup>rd</sup> March 1979;
- Mindful of Decree n°2010/263 of 31<sup>st</sup> August 2010 to appoint the Delegate General for National Security;
- Mindful of Decree n°2010/280 of 13<sup>th</sup> September 2010 to grant permanent delegation of signature to Mr. **Martin MBARGA NGUELE**, Delegate General for National Security;
- Mindful of Decree n°2012/545 of 20<sup>th</sup> November 2012 relating to the organization and functioning of the National Advanced Police School and Police Training Centres;
- Mindful of Order n°204/CAB/PR of 16<sup>th</sup> April 2003 relating to admission requirements into the various cycles, nature and conditions of study at the National Advanced Police School and Police Training Centres, as modified and completed by order n°913/CAB/PR of 15<sup>th</sup> September 2014;

Considering service imperatives,

### HEREBY ORDERS AS FOLLOWS:

**ARTICLE 1.**- A direct competitive examination for the recruitment of **71 CADET SUPERINTENDENTS OF POLICE** into the first year of the National Advanced Police School shall take place on **2<sup>nd</sup> September 2017**.

**ARTICLE 2.**- Prospective candidates shall be aged **17** at least and **30** at most by 1<sup>st</sup> January 2017. They shall be holders of a Bachelor's Degree, "Licence de l'Enseignement Supérieur", or any other equivalent certificate.

## I – GENERAL AND SPECIFIC REQUIREMENTS:

Prospective candidates shall be youths of both sexes who shall fulfill the general and specific requirements for recruitment into the ranks of the National Security Corps. They shall:

- ⇒ Be of Cameroonian nationality;
- ⇒ enjoy their civic rights;
- ⇒ be of good conduct and morality;
- ⇒ be fit to work in the day and at night;
- ⇒ be free of any illness requiring long term medical attention;
- ⇒ be at least 1.57 metres tall for female candidates and at least 1,62 metres tall for male candidates;
- ⇒ Not have been sentenced for more than 6 months in prison or for any other offence as stipulated in Section 30, paragraphs 1 and 6 of the Cameroon Penal Code or for committing a felony or a misdemeanour touching on probity;
- ⇒ Not have been dismissed from a Police School or a Police Training Centre;

Candidates shall fulfill all these requirements; failure to comply with any of these requirements shall automatically lead to rejection.

## II – REQUIRED DOCUMENTS:

**ARTICLE 3.** - (1) Prospective candidates shall, prior to the compilation of their documents, register online via the website [www.dgsn-cm.com/concours2017](http://www.dgsn-cm.com/concours2017), from the 22<sup>nd</sup> May to 21<sup>st</sup> July, 2017 at 3.30 p.m. prompt.

(2) Candidates, whose online registration shall be validated, shall submit their complete registration file at the General Delegation for National Security in Yaoundé or at any of the Regional Delegations for National Security, following a schedule that shall be made known to them by phone.

### APPLICATION FILES SHALL COMPRIZE:

1°– A handwritten application with date and signature and bearing a fiscal stamp of 1.000 CFA francs, addressed to the Delegate General for National Security. The application shall clearly state:

- The candidate's full name, address, sex, date and place of birth;
- Division and Region of origin;
- The chosen competitive examination;
- The option which shall be **General Service**;
- The examination centre;
- Chosen language;
- National Identity Card number;
- The list of all enclosed documents;

2°– An online registration form, printed from the web site [www.dgsn-cm.com/concours2017](http://www.dgsn-cm.com/concours2017), and duly signed by the candidate with two passport size (4X4) colour photographs on a white background;

3°– A receipt of payment of **21 000 CFA francs** for registration, issued by any branch of Express Union or through Express Union Mobile Money, after obtaining a code which will enable payment. The code shall be generated during online registration on the website [www.dgsn-cm.com/concours2017](http://www.dgsn-cm.com/concours2017). Those who shall pay by Express Union Mobile Money shall report to any branch of Express Union to obtain a printed receipt;

- 4°– A certified true copy of the candidate's Birth Certificate, issued within six months;
- 5°– A certified true copy of the required certificate, signed by the competent authority;
- 6°– An attestation of presentation of originals signed by the competent authority;
- 7°– A Certificate of Non Conviction (Bulletin n° 3), issued within three months;
- 8°– A standard Medical Certificate (worth 900 CFA francs) issued by a Government Medical Doctor;
- 9°– A stamped information sheet with a passport size (4X4) colour photographs on a white background;
- 10°– A duly stamped Certificate of Height, issued by the Regional Divisions of the Judicial Police or Public Security Police Station with an identification post;
- 11°– An authorization to sit for the examination, issued by the Minister of Public Service, for Civil Servants and State Agents;
- 12°– A certified true copy of marriage certificate, issued within six, for duly married female candidates;
- 13°– A large (A4) envelop bearing the candidate's address with a postage stamp.

(3) All incomplete files shall be simply rejected at the General Delegation for National Security and returned to sender.

### **III – PHASES OF THE EXAMINATION :**

**ARTICLE 4.-** (1) The recruitment exercise shall be carried out in five phases: the written examination, medicals, physical fitness test, interviews and character verification.

(2) At each phase, the General Delegation for National Security shall publish lists of authorized candidates and only such shall be considered authentic.

#### **A) – THE WRITTEN EXAMINATION:**

The written examination shall take place at the lone centre of **Yaounde** per the following schedule:

DATE	SUBJECT	COEF.	DURATION	ELIMINATORY MARK	TIME
02/09/2017	<b>1<sup>ST</sup> SUBJECT GENERAL KNOWLEDGE/ CULTURE GENERALE</b>	5	4 Hours	06/20	8:00 a.m. - 12:00 Noon
02/09/2017	<b>2<sup>nd</sup> SUBJECT LAW/DROIT</b>	3	3 Hours	06/20	1:00 p.m.- 4:00 p.m.

Candidates shall be expected in front of their examinations rooms, 30 minutes before the beginning of the first subject, with their National Identity Cards and the receipts issued upon submission of their files. They shall not be allowed into the examination rooms with any paper or book; writing and rough work sheets shall be provided by the administration.

For candidates to be declared successful in the written examination, they shall have an average score of 11/20 at least, without an eliminatory mark in any of the subjects.

## **B) – THE MEDICALS AND PHYSICAL FITNESS TEST:**

They shall take place immediately after the publication of the lists of candidates, who must have passed the written examination, following a schedule that shall be duly communicated.

Candidates who shall qualify for the medicals shall pay a fee of **25.000 CFA francs.**

## **C) – THE INTERVIEW:**

Candidates declared successful in the written examination shall report for an interview at the lone centre of Yaounde.

During the interview, questions shall be drawn from the examination syllabus and shall also have to do with current events. The candidate shall be briefly allowed to prepare an exposé on a question drawn, and shall make a presentation for 10 minutes, followed by a question and answer session with the jury for 10 minutes, all on coefficient 2.

## **D) – CHARACTER VERIFICATION**

It shall begin after the interview shall have been conducted, and practical modalities shall be communicated in due course.

**ARTICLE 5.**- The final results of the competitive examination shall be released by the Delegate General for National Security.

**ARTICLE 6.**- Successful candidates shall be nominated Cadet Superintendents of Police in the first year of National Advanced Police School.

**ARTICLE 7.**- The present order shall be registered and published in the Official Gazette, in English and French.-

**DONE IN YAOUNDE, THIS 08 MAY 2017  
FOR THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC  
and by delegation  
THE DELEGATE GENERAL FOR NATIONAL SECURITY**



**Martin MBARGA NGUELE -**

## ANNEX :

### **SYLLABUS OF THE DIRECT COMPETITIVE EXAMINATION FOR THE RECRUITMENT OF 71 FIRST YEAR CADET SUPERINTENDENTS OF POLICE**

\*\*\*\*\*

#### **1<sup>st</sup> SUBJECT: GENERAL KNOWLEDGE/CULTURE GENERALE**

Candidates shall answer questions on the evolution of political, economic, social and cultural issues in the world since the beginning of the 20th century with emphasis on Africa in general and Cameroon in particular.

#### **2<sup>nd</sup> SUBJECT : LAW/DROIT**

The question on Law shall be drawn from the field of Private law or Public Law as outlined below.

##### **A) - PRIVATE LAW /DROIT PRIVE**

- a) - **CRIMINAL LAW/DROIT PENAL:** (*Books 1 and 2 of the Penal Code*)
- b) - **CRIMINAL PROCEDURE:** (*New Criminal Procedure Code*)  
**CODE DE PROCEDURE PENAL:**

- Actions that can be taken upon the commission of an offence;
- Prosecution of offences;
- The Legal Department and its functions with regard to criminal courts;
- Preliminary Inquiry;
- Judicial Police and Judicial Police Officers;
- Flagrante delicto;
- The functions of Judicial Police Officers;
- Police Investigations;
- Rogatory Commissions (Judicial delegation of power).

##### **B) - PUBLIC LAW/DROIT PUBLIC:**

###### **a) ADMINISTRATIVE LAW / DROIT ADMINISTRATIF:**

- Administrative organization of the state;
- Functions of Heads of administrative units;
- Organization of councils in Cameroon from 1974 till date;
- Administrative contracts;
- Administrative responsibility;
- Administrative litigations;
- Public estates, State property;
- Public Service;

– Major Public Institutions (parastatals etc.).

***b) EVOLUTION OF CAMEROON INSTITUTIONS FROM 1956 TILL DATE/L'EVOLUTION DES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES DE 1956 JUSQU'A NOS JOURS:***

- The constitution of 2<sup>nd</sup> June 1972, revised on 18<sup>th</sup> January 1996 and amended on 14<sup>th</sup> April 2008;
- Separation of powers;
- The Presidential and Parliamentary systems of government;
- Electoral systems;
- The Prime Minister, Head of Government.

***c) JUDICIAL ORGANISATION/ORGANISATION JUDICIAIRE:***

- Civil Justice;
- Military Justice;

***d) PUBLIC LIBERTIES/LIBERTES PUBLIQUES :***

- General principles;
- Individual freedoms;
- Civil liberties;
- Economic Liberties.

***e) NATIONAL SECURITY /LA SURETE NATIONALE:***

- Special Rules and Regulations;
- Organization of the National Security Corps.